



Rapport d'activités

Février 2012

FORUM SOCIAL THEMATIQUE 2012¹



L'agenda international du 2012 est marqué par la commémoration des **20 ans du Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable** qui aura lieu du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro (Brésil). Le chemin qui mène à Rio est plein d'activités qui essayent de préparer les sujets les plus importants et mobiliser la société civile internationale en rapport à la réunion du juin prochain. Une des premières étapes de ce trajet a été la célébration à Porto Alegre, berceau du Forum Social Mondial, du **Forum Social Thématique sur "Crise capitaliste, justice sociale et justice environnemental"** du

24 au 28 janvier.

Le Forum Thématique a compté avec une marche inaugurale, un dialogue avec la présidente du Brésil Dilma Rousseff, plusieurs activités autogestionnées, ateliers, présentations, assemblées et tout un ensemble d'initiatives qui ont servi pour préparer le Sommet des Peuples parallèle au sommet officiel, et établir les idées basiques que la société civil veut porter comme message à Rio. Dans ce contexte **le Forum UBUNTU a organisé deux activités** autour de deux des champs les plus remarquables dans les négociations de Rio+20: **la gouvernance mondiale et la souveraineté alimentaire.**

"SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET DÉMOCRATIE GLOBALE"

Le 25 janvier dans l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul on a célébré l'activité co-organisée avec le Global Policy Forum Europe, "Souveraineté alimentaire et démocratie globale" avec l'objectif **d'aborder la problématique alimentaire, son rapport et impacte sur la démocratie et des possibles solutions** comme l'idée de souveraineté alimentaire dans une situation dans la quelle presque un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde (62 millions en Amérique Latine). Pour ce faire, l'événement a compté avec la participation d'Irrio Conti, président de FIAN International, Benjamin Ludig de CIDSE, Germán Niño de LATINDADD, Barbara Adams de Global Policy Forum Europe – Social Watch et Manuel Manonelles, directeur du Forum UBUNTU, comme modérateur.

L'intervention d'Irrio Conti a tourné autour de l'idée de l'interdépendance entre trois concepts: le droit humain à l'alimentation, la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire. À partir de cela il a établi, comme après Barbara Adams a soutenu, la transcendance **d'aborder la problématique alimentaire depuis la considération de l'individu comme sujet de droit** et abandonner la vision d'assistance de la part de l'état, celle qui a prédominé historiquement.

¹ Rapport et photographies pour Hernán Cortés (UBUNTU Forum)

Voici l'importance du droit humain à l'alimentation. Pour cela, on a configuré tout au long des années un cadre légal qui doit être effectif et qui est formé par la Déclaration Universelle des Droits Humains (art. 25), le Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (art. 11) et, au Brésil, l'article 6 de la Constitution.



Benjamin Ludig a analysé la **convergence des crises** existantes dans les circonstances actuelles (énergétique, financière, alimentaire), tout en se centrant sur les effets que les deux premières ont eus en matière alimentaire et **la problématique de la propriété de la terre**. Elle s'amplifie par le transvasement d'investissements financiers à ce secteur et par les politiques de certains

gouvernements qui favorisent cette dynamique dans un contexte d'hautes prix des matières premières. En opposition, cela stimule **l'augmentation de groupes de la société civile qui travaillent en thématiques** en rapport avec l'alimentation, et la pression sur ces sujets, donc. La solution suppose, selon Ludig, la souveraineté alimentaire et la souveraineté des terres.

Germán Niño, membre du réseau LATINDADD, a commenté le moment actuel à partir de la vision d'une **transition historique de notre civilisation**. Le changement climatique s'y configure comme un sujet central à aborder et à résoudre.



Pour finir, Barbara Adams a examiné le "Document zéro" des négociations de Rio+20 et a fait une révision historique des avancements et déficits dans les négociations dans les Nations Unies. À son avis, celles de **Rio montrent les fragmentations existantes entre les**

différents niveaux de gouvernance, et comment les trois piliers établis en 1992 (économique, environnemental et social) devraient être plus intégrés et coordonnés. Quand même, il existe deux domaines où il y a eu une intégration, mais pas une implémentation réelle : le genre et l'effectivité de l'aide. Comme Irio Conti, Barbara Adams a exhorté à un changement de perspective pour passer d'une vision d'assistance à une vision basée en droits, bien qu'il faille des états avec capacité pour implémenter et faire accomplir les droits.

Finalement, elle a souligné la nécessité de ressources publiques pour financer tous les besoins du développement et a fait une analyse brève mais profonde des Objectifs du Développement Durable qui seront un des points importants qu'on traitera à Rio. Pour Adams on parle de ces objectifs mais pas de comment les implémenter et les financer. C'est pourquoi, sans ouvrir un débat sérieux sur ces deux questions, et sans pouvoir garantir qu'il ne s'agit pas d'objectifs minimum et pour quelque peu de gens, cette nouvelle initiative peut devenir encore un échec.

“GOUVERNANCE MONDIALE, GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE: PROPOSITIONS ET DÉFIS”

À Rio en juin prochain, un des aspects les plus décisifs et plus inquiétant pour la société civile dans le contexte de crise actuelle, c'est la **gouvernance sur les sujets environnementaux et le financement des nécessités en rapport avec le changement climatique, la désertification et la préservation de la biodiversité**. Le Forum UBUNTU travaille autour de ces deux domaines et a voulu les traiter dans l'événement co-organisé avec CSI le 28 janvier et qui a eu lieu dans la Salle Plénière de l'Assemblée Législative de Rio Grande do Sul. On a compté la participation de Gustavo Marín du Forum pour la Gouvernance Mondiale, Denise Auclair de CIDSE, Marcelo Furtado, directeur de Greenpeace Brésil et Nair Goulart, vice-présidente de la CSI.



La première intervention a été celle de Gustavo Marín, qui a constaté l'importance que la thématique de la gouvernance comme un des quatre piliers basiques pour Rio+20, une gouvernance comprise pas seulement comme un changement institutionnel, mais comme un changement de paradigme plus large. Cette vision a été partagée par la plupart des conférenciers, surtout Marcelo Furtado et Nair Goulart.

Denise Auclair, représentante du réseau catholique CIDSE, a fait une analyse systémique de l'état du monde, le rôle des Nations Unies, les sujets essentiels à traiter à Rio et les doutes et défis principaux posés. D'après Auclair il existe un clair déséquilibre systémique qui se reflètent aux Nations Unies et dans les procédures qu'elles dirigent, parmi eux, Rio+20. Cependant, dans les trois conventions nées en 1992 (changement climatique, biodiversité et désertification) on a enregistré certains progrès qu'on doit considérer, même s'il y a un déséquilibre entre l'implémentation de décisions environnementales et celles économiques et sociales qui doivent être résolues. Certaines réussites positives dans ces dernières années sur la gouvernance mondiale ont été la création du Conseil de Droits de l'Homme et du Comité de la Sécurité Alimentaire de la FAO.

Un des points cruciaux parmi les sujets de développement durable est celui du financement. Dans ce sens, à Durban (Afrique du Sud), pendant la réunion de la COP sur la CCNUCC

(Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques), on a créé le Fond Vert pour le Climat qui doit faire un apport de 100 milliards US\$ l'année pour l'adaptation et mitigation du changement climatique. Les questions au respect qu'Auclair a posées se sont centrées sur la gouvernance de ces fonds et, principalement, à son origine. Comme CIDSE et le Forum UBUNTU défendent depuis des années, un impôt sur les transactions financières pourrait y contribuer.

Marcelo Furtado, dans la ligne de la présentation de Denise Auclair, a signalé que nous sommes en face un défi humain et de civilisation à long terme qui va au-delà d'un à moyen terme ébauché par la crise économique et financière. Ainsi, les Nations Unies doivent absolument répondre aux nécessités des personnes. En plus, aujourd'hui il n'a plus de sens de parler en termes « Nord-Sud » quand dans les pays du Nord il existe clairement un Sud de plus en plus évident.

Nair Goulart, vice-présidente de la CSI -organisation qui groupe plus de 176 millions de travailleurs en plus de 150 pays-, a constaté que le contexte actuel n'est pas seulement de crise économique, politique et sociale. En outre, et peut-être plus important, il s'agit d'une crise de principes, idées et valeurs. Pour cela, il est nécessaire de commencer à inclure l'idée de travail décent quand on parle de développement, et à cet effet, l'implémentation d'un PIB social serait une mesure significative. Elle a exposé enfin une idée qui est un des sujets fondamentaux à l'agenda de Rio+20 et de la situation existante: le concept d'"économie verte". Pour Goulart, ce concept (tel qu'on le pose aujourd'hui) n'a comme objectif que reverdir le capitalisme.

Dans la clôture, et après un débat riche entre les participants, Manuel Manonelles a signalé les sujets qu'après le Forum UBUNTU seront en jeu dans la conférence de Rio+20, en mettant l'accent sur la réforme du système des Nations Unies pour obtenir une gouvernance mondiale véritable, et la question du financement et le rôle que nouveaux mécanismes innovants de financement pour le développement pourraient tenir.



AUTRES ACTIVITÉS

Pendant le Forum Sociale Thématique la délégation du Fórum UBUNTU a participé dans autres activités :

- Group Thématique « Gouvernance Mondiale et architecture de pouvoir » ;
- Réunion informel du Conseil International du Forum Sociale Mondiale ;
- Réunion du Forum des Autorités Locales ;
- Réunion avec la Présidente de la République Brésilienne, Dilma Rousseff.

LE CHEMIN À RIO+20

Le Forum Social Thématique a commencé le chemin qui doit mener au Sommet de Rio du mois de juin prochain, dans le cadre duquel il n'y aura pas seulement la réunion officielle et les dialogues globaux, mais aussi la rencontre parallèle qui rassemblera la société civile internationale, des activistes et des acteurs de différente sorte qui débattront et construiront des alternatives pour essayer d'obtenir une justice climatique et sociale véritable dans un monde qui priorisent les intérêts des personnes à ceux du capital. Nos nous rencontrerons tous dans le Sommet des Peuples.





UBUNTU
FORUM MONDIAL DE RESÉAUX
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Forum Mondial de Réseaux
de la Société Civile

www.ubuntu.upc.edu



Campanya Mundial
per la Reforma de les
Institucions Internacionals

Campanya Mundial per la Reforma
de les Institucions Internacionals

www.reformcampaign.net

Promu par:



**UNIVERSITAT POLITÈCNICA
DE CATALUNYA**

Avec le support de:



Generalitat de Catalunya

Ajuntament



de Barcelona



**Diputació
Barcelona**



**Agència Catalana
de Cooperació
al Desenvolupament**



Diputació de Girona